

Bulletin du FMI

CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

FMI - Le monde doit agir de façon concertée pour limiter les retombées de la crise

Le Bulletin en ligne
13 octobre 2008

- Le monde traverse la crise financière la plus dangereuse depuis les années 1930
- Une action concertée permettra aux économies d'en sortir « indemnes »
- Les réunions du week-end ont vu des progrès, mais il faut faire davantage pour limiter les retombées sur l'économie réelle

S'adressant aux grands argentiers de la planète réunis à Washington, le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a souligné qu'une action mondiale concertée avait commencé à repousser la vague de la crise financière, mais que les gouvernements devaient également « déployer toute la panoplie d'instruments » afin de maîtriser les retombées sur l'économie réelle.

« Jusqu'à ce week-end, l'effondrement de la confiance entre les pays a presque rivalisé avec l'effondrement de la confiance des marchés. Nous avons vu se dessiner une tendance néfaste à prendre des mesures unilatérales répondant aux seuls intérêts nationaux. Cela dit, les choses commencent à changer...et ce matin, il semblerait que cela ait donné des résultats satisfaisants sur les marchés européens et asiatiques » a déclaré M. Strauss-Kahn dans un discours prononcé à la fin des réunions qui ont marqué l'[Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale](#) du 10 au 13 octobre.

Il a toutefois précisé qu'il restait beaucoup de chemin à parcourir pour stabiliser les marchés financiers et insuffler une nouvelle vigueur à une économie mondiale touchée de plein fouet : « Il est essentiel d'agir sur les marchés financiers, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons aussi déployer toute la panoplie des instruments de la politique macroéconomique moderne afin de limiter les conséquences dommageables pour l'économie réelle ».

Le FMI prendra l'initiative de tirer les enseignements de la crise et recommandera d'autres mesures pour rétablir la confiance et la stabilité.

Ce que le monde a appris des années 1930

Intervenant devant le Conseil des gouverneurs du FMI, M. Strauss-Kahn a souligné que le monde traversait [la crise financière la plus dangereuse](#) depuis celle qui a conduit à la dépression des années 1930. Nous en avons toutefois tiré les leçons et le monde dispose aujourd'hui des outils économiques pour que « nos économies et nos sociétés puissent sortir indemnes de cette crise ».

Durant le week-end, les dirigeants financiers et politiques de la planète se sont réunis à Washington et à Paris pour préparer une série de plans et de déclarations destinés à combattre la crise financière et à rétablir la confiance dans un système financier mondial durement touché par un assèchement du crédit, lui-même initialement provoqué par l'effondrement du marché américain des crédits hypothécaires à risque.

Les dirigeants des pays avancés du Groupe des Sept (G-7), les 15 membres de la zone euro, le [Comité monétaire et financier international](#) (CMFI), qui représente les 185 pays membres du FMI, et le Groupe des Vingt (G-20), qui rassemble les pays avancés et les pays en développement, ont tous adopté des déclarations qui soulignent la nécessité d'une action concertée à l'échelle planétaire.

De nouvelles formules

M. Strauss-Kahn a signalé que les gouvernements étaient disposés à s'écarter des démarches classiques et à innover pour mettre fin à la spirale descendante des marchés : « Les initiatives sont de plus en plus globales et s'attaquent à toutes les facettes des problèmes des marchés financiers : la liquidité, les actifs douteux, la pénurie de capitaux et, bien sûr, la confiance ».

Le [plan du G-7](#) repose sur une inébranlable détermination à employer tous les instruments disponibles pour appuyer les institutions financières d'importance systémique. Le plan énonce des mécanismes spécifiques que les pays peuvent mettre en marche pour étayer le système, amorcer la pompe du crédit et rétablir la confiance.

Les pays de la zone euro ont annoncé qu'ils prendraient des participations dans les établissements bancaires pour doper leurs finances et garantiraient les prêts interbancaires jusqu'à la fin de l'année prochaine. Le Premier Ministre britannique Gordon Brown déclarait par ailleurs « je suis persuadé que dans les jours qui viennent la confiance dans le système bancaire va se rétablir ».

M. Strauss-Kahn a précisé que la riposte mondiale ne devait pas nécessairement être uniforme, mais qu'elle devait être coordonnée. « Mais il nous reste encore beaucoup à faire. Nous n'avons pas à mener tous les mêmes politiques, mais nous devons en parler entre nous, et prendre en considération les effets de nos initiatives sur nos partenaires. Ce week-end n'est que le début d'un long effort ».

Doper l'économie réelle

M. Strauss-Kahn a rappelé qu'il fallait agir pour limiter les retombées sur l'économie réelle. Selon la dernière édition des [Perspectives de l'économie mondiale](#), la croissance économique mondiale devrait être ramenée à quelque 3 % en 2009. Le Directeur général a énoncé les grands axes d'une riposte des pays avancés, des pays émergents et des pays en développement :

- **Les pays avancés** doivent « recourir à la politique budgétaire lorsque c'est possible ». La politique budgétaire servira logiquement à relâcher les tensions là où elles sont les plus fortes : c'est-à-dire, les marchés financiers et immobiliers. Mais les

gouvernements qui peuvent le faire, devraient aussi être prêts à engager une politique expansionniste plus vaste. Il est possible de se servir de la politique monétaire pour accompagner la croissance, en s'appuyant sur la réduction concertée des taux d'intérêt déjà appliquée par les banques centrales.

- **Les pays émergents** ont des marges de manœuvre diverses. Certains peuvent puiser dans leurs réserves pour financer une pénurie brutale et temporaire de capitaux. D'autres devront relever leurs taux directeurs conformément à l'augmentation des primes de risque, afin de maîtriser les sorties de fonds et d'étayer la confiance dans la monnaie locale. D'autres encore auront sans doute besoin d'une aide considérable, y compris de la part du FMI. « Nous ne manquons pas de liquidités » déclarait M. Strauss-Kahn.
- **Les pays en développement** se heurtent à une baisse de la demande de leurs exportations et à un moindre accès au crédit commercial. Beaucoup souffrent déjà de l'autre crise — la crise alimentaire et énergétique qui pèse lourdement sur les budgets et les balances des paiements, pousse l'inflation à la hausse et aggrave la vie chère. M. Strauss-Kahn a déclaré que le FMI était déterminé à aider les pays en difficultés et que le FMI était prêt à mobiliser rapidement ses concours. Il a engagé les pays industrialisés à ne pas réduire leurs budgets d'aide à cause de la crise financière.

Tirer les enseignements

M. Strauss Kahn voit dans la crise des marchés financiers le résultat d'une triple carence : carence de la réglementation et du contrôle dans les économies avancées, carence de la gestion du risque dans les établissements financiers privés, carence des mécanismes censés discipliner le marché.

Pour éviter que ces défaillances ne se reproduisent, il faudra, selon lui « un effort international, car les établissements financiers ne sont pas confinés dans leurs frontières nationales, et celles-ci ne les protègent pas des turbulences financières ».

Le [CMFI a invité le FMI à prendre l'initiative](#) de tirer les enseignements de la crise actuelle et de recommander des mesures effectives pour rétablir la confiance et la stabilité. Il travaillera de concert avec le [Forum de stabilité financière](#), le G-20 et d'autres partenaires et rendra compte de ses travaux au CMFI au plus tard à sa prochaine réunion, qui se tiendra en avril.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org